

7. Les conventions approuvées par l'Assemblée, comme celles qu'elle désapprouve, produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées dans le cas de fraude. Même en l'absence de fraude, les conséquences préjudiciables à la société, des conventions désapprouvées peuvent être mises à la charge de l'administrateur ou dirigeant intéressé et éventuellement du Président et des autres membres du Conseil d'Administration.
8. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.
9. A peine de nullité, il est interdit aux administrateurs de contracter, sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte-courant ou autrement, ainsi que de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.
10. La même interdiction s'applique aux Directeurs Généraux.
11. Elle s'applique également aux conjoints et aux parents alliés jusqu'au deuxième degré inclus des personnes visées au présent article, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 27 - RESPONSABILITE DES ADMINISTRATEURS

1. Le Président, le ou les Directeurs Généraux et les autres administrateurs de la société sont responsables envers la société ou envers les tiers soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés anonymes simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans sa gestion
2. Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la société, ses administrateurs ou représentants permanents sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leurs noms propres.

TITRE IV

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 28 - NOMINATION ET ROLE DES COMMISSAIRES

Le contrôle est exercé dans la Société par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes choisis conformément à l'article 160 de la loi ; ils sont nommés au cours de la vie sociale, pour trois exercices par l'Assemblée Générale Ordinaire qui peut les révoquer en cas de faute ou d'empêchement. La durée de leur mission expire après la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes du troisième exercice qui suit leur nomination. Les Commissaires aux Comptes certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Les Commissaires aux Comptes ont droit à une rémunération qui est fixée par l'Assemblée Générale et dont le chiffre est maintenu jusqu'à décision nouvelle. Ils sont rééligibles.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 29 - REGLES GENERALES

Les Actionnaires sont réunis, chaque année, en Assemblée Générale Ordinaire, au jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation, dans les six premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice, sous réserve de la prolongation de ce délai par ordonnance du Président du Tribunal statuant en référé sur requête du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire peut, en outre, être convoquée Extraordinairement.

